

Arrêt

n° 307 131 du 24 mai 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. VAN ROSSEM
Violetstraat 48
2060 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 octobre 2023, par X, qui se déclare de nationalité sri-lankaise, tendant à l'annulation de la décision de retrait de séjour sans ordre de quitter le territoire, prise le 31 août 2023.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la loi ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 9 octobre 2023 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 avril 2024 convoquant les parties à l'audience du 24 mai 2024.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. DARESHOERI *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. AVCI *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

Le requérant présente les faits pertinents de la cause comme suit :

« Verzoeker is afkomstig van Sri Lanka en kwam naar België op basis van een aanvraag tot gezinshereniging.

Verzoeker heeft een duurzame relatie met mevrouw [G.S.P.]. Ondertussen heeft het koppel een eerste kind.

Hij startte ook een procedure tot gezinshereniging op met haar. Deze werd goedgekeurd en verzoeker werd in het bezit gesteld van een A-kaart. Deze werd, na de aanvraag tot verlenging, niet verlengd en zijn verblijf werd ingetrokken.

Hij kan zich hiermee niet akkoord verklaren en wenst dan ook met huidig beroepsverzoekschrift beroep aan te tekenen tegen de tussengekomen beslissing ».

La décision querellée est motivée comme suit :

« □ l'intéressé ne remplit plus une des conditions prévues à l'article 10 de la loi (article 11, § 2, alinéa 1^{er}, 1°) :

Considérant que [V.M.] est arrivé en Belgique munie (sic) d'un visa regroupement familial en vue de rejoindre [G.S.P.] ;

Considérant qu'il sera, dès lors, mise (sic) en possession d'une carte A le 24/05/2022, valable jusqu'au 06/04/2023.

Dans le cadre du renouvellement de sa carte de séjour en juin 2023, l'intéressé a produit les documents suivants : le casier judiciaire, le bail, le CDD et des fiches de paie de l'intéressé (sic) et une attestation de la mutuelle.

De plus, par la suite, l'intéressée (sic) a complété son dossier administratif par une attestation du chômage du 15/06/2023 pour la personne rejointe avec explication de sa situation : travail plein temps du 02/11/2021 au 16/06/2022, : inactivité 07/06/2022 au 10/07/2022, chômage du 11/07/2022 au 29/01/2023, mutuelle du 30/01/2023 au 07/05/2023, chômage (réinscription) au 08/05/2023. Et une attestation du 16/06/2023 d'inscription du 16/06/2023 pour de (sic) cours de français l'année scolaire 2023/2024.

Considérant que la personne rejointe bénéficiait d'allocations de chômage et considérant que la loi stipule que ces moyens de subsistances (sic) ne sont pris en considération que dès lors que la personne rejointe apporte des preuves de recherche active d'emploi, nous avons envoyé en date du 16/06/2023 un courrier à l'intéressée (sic) demandants (sic) les preuves de recherche active à l'emploi et l'informant que « Dans le cadre de l'examen d'un éventuel retrait de votre titre de séjour et conformément à l'article 11 §2 alinéa 5 de la loi du 15/12/80 relatif sur (sic) l'accès au territoire, au séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers selon lequel « lors de sa décision de mettre fin au séjour sur base de l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 3°, le ministre ou son délégué prend en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne concernée et la durée de son séjour dans le Royaume, ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine » il vous est loisible de porter à la connaissance de l'administration tous les éléments que vous voulez faire valoir. ».

A l'analyse des documents produits, force est de constater que la personne rejointe n'apporte pas de preuve qu'elle recherche activement un emploi. En effet, la personne rejointe ne produit aucune preuve de recherche d'emploi. Ajoutons, par ailleurs, que le fait de s'être inscrit (sic) comme demandeur d'emploi, qui répond plus à une obligation légale, et qu'elle s'est inscrite pour de (sic) cours de français, ne peuvent non plus être considérés comme une recherche active d'emploi.

En conséquence, vu que la personne rejointe n'apporte pas une preuve de recherche active d'emploi, les allocations de chômage ne peuvent être pris (sic) en compte dans l'évaluation des moyens de subsistances (sic) du ménage rejoint.

Néanmoins, avant de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué prend en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne concernée et la durée de son séjour dans le Royaume, ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine.

Concernant tout d'abord ses liens familiaux, vu la présence de son épouse et de son enfant (né le 30/01/2023 en Belgique) sur le territoire belge, rappelons que l'intéressé est venu en Belgique dans le cadre du regroupement familial et que ce séjour était toujours temporaire et conditionné. L'intéressé a été admis au séjour sachant que les conditions mises à son séjour seraient contrôlées tant que son séjour ne serait pas définitif. Il ne peut dès lors aujourd'hui considérer que ses seuls liens familiaux devraient suffire à maintenir son séjour en Belgique. Ajoutons, du reste, que cette séparation ne sera temporaire (sic) le temps de permettre aux intéressés de réunir à nouveau les conditions de l'article 10 de la loi.

Certes, l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de Sauvegarde des Libertés Fondamentales pourrait encore être invoqué par l'intéressé au titre de sa vie privée et familiale. Toutefois, précisons d'emblée que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas l'intéressée (sic) de remplir ses obligations en matière de regroupement familial. En effet, le conseil rappelle que l'article 8 ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour le séjour des étrangers sur le territoire (CCE arrêt n°75253 du 16 février 2012 dans l'affaire 85440/III). Il convient également de rappeler que la Cour d'arbitrage, actuellement dénommée Cour Constitutionnelle, a considéré dans son arrêt n°46/2006 du 22 mars 2006 qu'« En imposant à un étranger non CEE (...) qui a épousé un ressortissant non CE. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause (dont l'une est similaire à l'article 12bis§1^{er} nouveau de la loi du 15.12.1980) ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constitue (sic) pas

d'avantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B. 13.3).

Ensuite, concernant la durée de son séjour, l'intéressé n'est en Belgique que depuis avril 2022. Quand bien même, l'intéressé aurait mis à profit cette durée de séjour pour s'intégrer socialement et économiquement vu ses fiches de paie de décembre 2022 à mai 2023 et son CDD du 05/06/2023, il n'en reste pas moins que l'intéressé a été admis au séjour de manière temporaire et que son séjour l'est toujours. Cet élément ne dispense pas l'intéressé de respecter les conditions mises à son séjour dans le cadre de (sic) regroupement familial et, par ailleurs, ne permet pas à l'intéressé de continuer à résider en Belgique.

Enfin, quant à l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine, rien dans son dossier administratif ne laisse supposer que l'intéressée (sic) a perdu tout lien avec son pays d'origine ou de provenance.

En conclusion, vu que les conditions mises à son séjour ne sont pas respectées et que nous sommes toujours dans les délais pour mettre fin à son séjour son droit de séjour n'étant pas définitivement acquis, vu qu'il ne peut considérer au vu de ce qui précède que son seul lien familial devrait prévaloir sur les conditions de son séjour et vu l'article (sic) 8 CEDH n'est donc en rien violé par la présente décision, la carte de séjour dont l'intéressé est titulaire jusqu'au 06/04/2023 est retirée pour défaut de moyens de subsistances stables, réguliers et suffisants ».

2. Exposé des moyens d'annulation

Le requérant expose ce qui suit :

« II. 1. Schending van de beginselen van behoorlijk bestuur

a) Aangaande het inkomen van de partner van verzoeker

Over het inkomen van de referentiepersoon wordt het volgende gemotiveerd:

"Dans le cadre du renouvellement de sa carte de séjour en juin 2023, l'intéressé a produit les documents suivants : le casier judiciaire, le bail, le CDD et des fiches de paie de l'intéressé et une attestation de la mutuelle. De plus, par la suite, l'intéressée a complété son dossier administratif par une attestation du chômage du 10/06/2023 pour la personne rejointe avec explication de sa situation ; travail plein temps du 02/11/2021 au 16.06.2022; inactivité 07/06/2022 au 10/07/2022, chômage du 11/07/2022 au 29/01/2023, mutuelle du 30/01/2023 au 07/05/2023, chômage (réinscription) au 08/05/2023. Et une attestation du 16/06/2023 d'inscription du 16/06/2023 pour de cours de français l'année scolaire 2023/2024. »

De partner van verzoeker heeft gedurende een korte periode een werkloosheidsuitkering ontvangen. Haar tewerkstelling werd beëindigd. Hierna was het voor haar moeilijk om een nieuwe tewerkstelling te bekomen. Zij was intussen in verwachting van een eerste kind waardoor haar kandidatuur werd geweigerd. Na de bevalling nam zij zoals elke nieuwe moeder moederschapsverlof. Hiermee werd niet de minste rekening gehouden. Er wordt gesteld dat zij ook gedurende deze periode een uitkering ontving, zonder de persoonlijke context na te gaan.

Verzoeker had zelf tevens een eigen tewerkstelling en beschikt over een goed inkomen nl. +-2.500,00 EUR. Zijn arbeidsovereenkomst van bepaalde duur werd verlengd. Hij heeft tevens zicht op een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur. Ook hiermee werd geen rekening gehouden bij het nemen van de beslissing. Ondanks dat de voorwaarde van inkomsten valt op de referentiepersoon mag men de situatie waaronder de zwangerschap van de partner, niet naast zich neerleggen.

Bovendien heeft zijn partner ook de nodige inspanningen geleverd om een tewerkstelling te bemachtigen. Na haar moederschapsverlof wenst de partner ook haar tewerkstelling terug op te nemen. Zij is actief op zoek naar een nieuwe tewerkstelling.

De zorgplicht is bovendien opgenomen in het burgerlijk wetboek dat stelt dat elke echtgenoot verplicht is naar vermogen bij te dragen tot de lasten van het huwelijk. Dit kan naar analogie toegepast worden op elk type van relatie. Verzoeker wenst dit ook te doen, doch dit is niet mogelijk indien zijn verblijf wordt ingetrokken.

Indien men het dossier van verzoeker correct zou behandelen zal wel degelijk blijken dat alle informatie voorhanden is en deze aanvraag voldoet aan de voorwaarden om ontvankelijk en gegrond te worden verklaard.

Toch weigert verwerende partij dit te doen en blijft men drogredenen verzinnen om de aanvraag te weigeren, zonder de persoonlijke situatie van verzoeker en zijn gezin hierin op te nemen.

Verwerende partij dient rekening te houden met alle elementen in het dossier en deze afdoende te motiveren!

Dat dit dan ook een schending is van het zorgvuldigheidsbeginsel!

b) Aangaande het socio-economisch onderzoek

A.M.M.M Bors omschrijft het zorgvuldigheidsbeginsel als volgt: *"De plicht van de overheid tot zorgvuldige feiten- en informatievergaring tijdens de voorbereidende fase en de plicht alle aspecten of belangen van een dossier in ogenschouw te nemen met het oog op een zorgvuldige besluitvorming."*

Dat uit het geheel van elementen duidelijk blijkt dat verzoeker wel degelijk goed geïntegreerd is in België. Hij heeft een tewerkstelling gevonden en is meteen van start gegaan zodra zijn verblijf in orde was.

Bovendien diende men de zwangerschap van zijn partner in aanmerking te nemen bij het nemen van deze beslissing.

Dat verwerende partij met al deze elementen geen rekening heeft gehouden en bijgevolg het zorgvuldigheidsbeginsel flagrant schendt en haar beslissing dus ook niet redelijk te verantwoorden is.

Dat de beslissing van verwerende partij onterecht genomen werd en zij voornamelijk de motiveringsplicht in de zin van de wet van 29 juli 1991 flagrant schendt.

Artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 schrijft voor dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen.

Tevens dient, naar luid van hetzelfde artikel de motivering 'afdoende' te zijn.

Dit betekent dat de beslissing meer dient te zijn dan een louter abstracte en vormelijke stijlformule.

De motivering moet pertinent en draagkrachtig zijn.

De motivering van verwerende partij m.b.t. de aanvraag van verzoeker draagt de beslissing niet.

Dat verwerende partij bij het nemen van de beslissing op dit punt dan ook in gebreke gebleven is en zij de motiveringsplicht in de zin van de wet van 29 juli 1991 heeft geschonden.

Bij de beoordeling van de materiële motiveringsplicht is de raad voor vreemdelingenbetwistingen niet bevoegd zijn beoordeling van de aanvraag in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid.

Maar de raad is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht enkel bevoegd om na te gaan of deze overheid bij de beoordeling van de aanvraag is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld en of zij op grond daarvan niet onredelijk tot haar besluit is gekomen (R.v.St. nr.101.624, 7 december 2001).

Dat de beslissing t.a.v. verzoeker, gelet op het voorgaande, de materiële motiveringsplicht flagrant schendt aangezien de Staatssecretaris van Asiel en Migratie op grond van de feitelijke gegevens de situatie van verzoeker niet correct heeft beoordeeld en onredelijk tot haar besluit gekomen is en bovendien geen rekening heeft gehouden met alle feitelijke gegevens in dit dossier.

Dat, gelet op het voorgaande, verzoeker dan ook de vernietiging vraagt van de bestreden beslissing.

II.2. Schending van artikel 8 van het EVRM - bescherming van het gezinsleven

Verzoeker woont samen met zijn partner, mevrouw [G.S.P.], met wie hij een stabiele en duurzame relatie onderhoudt. Een terugkeer zal voor het koppel dan ook nefaste gevolgen hebben. De kinderwens van het koppel is ondertussen in vervulling gegaan door de geboorte van hun eerste kind.

Ook heeft verzoeker, na toekenning van zijn verblijfsrecht, de kans gegrepen om een tewerkstelling te bekomen.

In dit dossier dringt een belangenafweging zich op. Deze *fair - balance* toets is onontbeerlijk bij het nemen van dergelijke beslissingen. Men dient een afweging te maken tussen de belangen van de vreemdeling en zijn gezin.

Ook een toetsing aan de mensenrechten zoals vastgelegd in het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens is onontbeerlijk in onderhavig dossier. Met name artikel 8 EVRM dient grondig te worden onderzocht om na te gaan of deze bepaling niet geschonden wordt!

Artikel 8 EVRM bepaalt het volgende:

- 1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.*
- 2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.*

Gezinsleven als bedoeld in artikel 8 EVRM kan 'ipso jure' ontstaan. Dit houdt in dat het gezinsleven van rechtswege ontstaat. Het Hof heeft verschillende uitspraken gedaan over het van rechtswege ontstaan van gezinsleven.

Voorts vereist artikel 8 lid 2 EVRM dat de inmenging noodzakelijk moet zijn in het belang van de democratische samenleving. Er moet dus sprake zijn van een 'pressing social need'.

Dat er, integendeel tot wat verwerende partij stelt, geen sprake is van een pressing social need.

Om te bepalen of aan de voorwaarden van noodzakelijkheid wordt voldaan moet er een belangenafweging en proportionaliteitstoets plaatsvinden.

Verder moet er, om te bepalen of de inmenging gerechtvaardigd is, een belangenafweging plaatsvinden tussen het algemene belang en het individuele belang van de vreemdeling.

Indien men hier een belangenafweging maakt kan men tot de vaststelling komen dat de individuele belangen van de vreemdeling zwaarder doorwegen.

Teneinde de omvang van de verplichtingen die voor een staat uit artikel 8, eerste lid van het EVRM voortvloeien te bepalen, dient te worden nagegaan of er hinderpalen worden aangevoerd voor het uitbouwen of verderzetten van een normaal en effectief gezinsleven elders. Zolang er geen dergelijke hinderpalen kunnen worden vastgesteld, zal er geen sprake zijn van een gebrek aan eerbiediging van het gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM.

Men mag er niet aan voorbij gaan dat dit gezin in zijn geheel wenst verder te gaan en herenigd wenst te blijven. Verzoeker wenst ook zijn relatie naar behoren uit te oefenen. De kinderwens van het koppel is ondertussen in vervulling gegaan en verzoeker wenst zijn rol als vader dan ook te kunnen verderzetten. Hij wenst aanwezig te zijn voor alle belangrijke momenten en wenst zijn kind verder te zien opgroeien.

De band met een vader wordt in de eerste levensjaren ontwikkeld. Een verwijdering van vader zal dan ook nefaste gevolgen hebben voor de band tussen verzoeker en zijn kind, niet alleen voor de eerste levensjaren maar deze band zal ook op latere leeftijd anders verlopen.

Moderne communicatiemiddelen kunnen de persoonlijke band met ouders niet vervangen.

Dat dit de toets van artikel 8 EVRM niet kan doorstaan! (supra) Temeer gelet op de zeer jonge leeftijd van zijn kind! Een affectieve band kan niet door middel van moderne communicatietechnieken worden bereikt. Dit werd tevens bevestigd door Uw Raad bij arrest RvV 7 oktober 2021, nr. 261.780 en RvV 29 mei 2020, nr. 236.222.

Het kind van verzoeker is 10 maanden. Het zal dan ook voor hem onmogelijk zijn om via moderne communicatiemiddelen de band met zijn kind te onderhouden. Het kind zal vervreemden van verzoeker en zal hem niet als zijn vader (h)erkennen.

Dat het duidelijk is dat verzoeker de kans moeten krijgen om de opvoeding van zijn kind op zich te nemen, en dat een eventuele repatriëring naar Sri Lanka een moeilijk te herstellen ernstig nadeel met zich mee zou brengen ten opzichte van zijn kind.

Men dient zich de vraag te stellen of *contact houden via moderne communicatiemiddelen* tegemoetkomt aan de opvoedingsvereisten waarop een kind recht heeft om zich volledig te kunnen ontwikkelen en ontplooiën. Verzoeker heeft het recht een gezinsleven en een band met zijn kind op te bouwen. Een virtuele band met zijn kind, zelfs gedurende een tijdelijke periode, is niet de wens van de wetgever en is in strijd met regelgeving rond opvoeding!

Men kan onmogelijk ontkennen dat deze personen een gezinscel vormen en zij ook zo door het leven wensen te gaan. Hij wenst mee in te staan voor hun onderhoud en voor de opvoeding en opvang van hun kindje. Hij wenst een vader voor zijn kind te zijn, een rol die hij niet naar behoren zal kunnen uitoefenen wanneer hij het grondgebied dient te verlaten en voor enkele jaren het Belgische grondgebied niet mag betreden. Zij vormen een gezin vormt in de zin van artikel 8 EVRM.

Bovendien is er wel degelijk sprake van een afhankelijkheidsrelatie. Eerst en vooral is er steeds sprake van een afhankelijkheidsrelatie tussen een kind en zijn moeder en vader. Het kind is slechts 10 maanden oud en is van beide ouders afhankelijk. Zij wenst met beiden een band uit te bouwen en krijgt van beide ouders verschillende eigenschappen mee.

Er mag geen afbreuk gedaan worden aan de eerbiediging van het gezins - en privéleven waaraan een overheid zich dient te houden. Het essentiële bestanddeel van het gezinsleven, is het recht om samen te wonen zodat familierelaties zich normaal kunnen ontwikkelen en zodat familieleden in elkaars gezelschap kunnen leven.

Bijgevolg is de vraag of er wel of geen "gezinsleven" bestaat in wezen een vraag die feitelijk afhankelijk is van het werkelijke bestaan in de praktijk van nauwe persoonlijke banden. Men dient daarom de facto familiebanden te bekijken conform de rechtspraktijk van het EHRM.

Volgende feitelijke elementen vormen bij die beoordeling belangrijke toetsstenen:

- Wonen de betrokkenen samen? Zelfs bij ontstentenis van enige wettelijke erkenning van het gezinsleven;
- De lengte van de relatie;
- De toewijding van het koppel naar elkaar door het hebben van kinderen;

Bij het nemen van een beslissing hieromtrent dient men deze belangrijke toetsstenen van artikel 8 van het EVRM in aanmerking te nemen en deze nauwkeurig te onderzoeken.

Het is voor verzoeker van belang om zelf te kunnen instaan voor zijn gezin. Hij beschikt heden ook over een tewerkstelling.

Een tijdelijke scheiding valt voor verzoeker en zijn gezin zeer zwaar. Zij vragen dan ook met deze elementen rekening te willen houden en hem alsnog verblijf toe te kennen zodat zij hun leven kunnen verder zetten zonder "het zwaard van damocles boven hun hoofd".

Kruispunt Migratie stelt dat:

"Verwerende partij moet een belangenafweging (fair balance -toets) maken tussen de belangen van de staat en het belang voor verzoeker om op het grondgebied een gezinsleven op te bouwen. In deze afweging moet verwerende partij voldoende gewicht toekennen aan het hoger belang van het kind! "

Ook de Raad stelt in zijn arrest d.d.31.10.2016 nr. 177 241 dat:

"... blijkt op geen enkele wijze uit de bestreden akte of uit de stukken van het administratief dossier dat de billijke afweging die moest worden gemaakt in het licht van de 'fair-balance'-toets voorafgaand aan het nemen van het bevel om het grondgebied te verlaten zou hebben plaatsgevonden. Waar in de aanloop naar, dan wel bij het nemen van de bestreden verwijderingsmaatregel dus geen blijkt wordt gegeven van deze billijke belangenafweging, kan de Raad alleen maar vaststellen dat de verwerende partij niet tegemoet is gekomen aan de beoordeling die haar toekwam in het licht van artikel 8 van het EVRM. De Raad kan zelf niet tot deze belangenafweging overgaan zonder zich in de plaats van het bestuur te stellen (cf RvS 26 juni 2014, nr. 227 900)."

Zie ook arrest d.d. 21.12.2016 nr. 179890.

II .3. Schending van het Internationale Verdrag betreffende de Rechten van het Kind (IVRK)

Art 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt het volgende:

"Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening niet het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land"

Deze bepaling is een indirecte verwijzing naar het Internationale Verdrag voor de Rechten van het Kind.

Het kind van verzoeker heeft het recht om verzoeker te kennen en door hem te worden verzorgd, dit wordt expliciet verklaard in artikel 7, § 1 van de Internationale Verklaring betreffende de Rechten van het Kind (IVRK):

"Het kind wordt onmiddellijk na de geboorte ingeschreven en heeft vanaf de geboorte het recht op een naam, het recht een nationaliteit te verwerven en, voor zover mogelijk, het recht zijn of haar ouders te kennen en door hen te worden verzorgd. "

Het kind heeft het recht op een relatie met verzoeker. Hij wenst zijn vaderrol op zich te nemen. Hij wenst de eerste stapjes, de eerste woordjes en ook de eerste schooldagen niet te missen en uiteraard samen te leven met zijn partner en kind en ook voor hen te kunnen zorgen.

Een verwijdering zal nefaste gevolgen hebben voor de ontwikkeling van het kind en de band met verzoeker. Tevens geldt artikel 9 van het Internationale Verdrag betreffende de Rechten van het Kind:

"1. De Staten die partij zijn, waarborgen dat een kind niet wordt gescheiden van zijn of haar ouders tegen hun wil, tenzij de bevoegde autoriteiten onder voorbehoud van de mogelijkheid van rechterlijke toetsing, in overeenstemming met het toepasselijk recht en de toepasselijke procedures, beslissen dat deze scheiding noodzakelijk is in het belang van het kind. Een dergelijke beslissing kan noodzakelijk zijn in een bepaald geval, zoals wanneer er sprake is van misbruik of verwaarlozing van het kind door de ouders, of wanneer de ouders gescheiden leven en er een beslissing moet worden genomen ten aanzien van de verblijfplaats van het kind.

2. In procedures ingevolge het eerste lid van dit artikel dienen alle betrokken partijen de gelegenheid te krijgen aan de procedures deel te nemen en hun standpunten naar voren te brengen.

3. De Staten die partij zijn, eerbiedigen het recht van het kind dat van een ouder of beide anders is gescheiden, op regelmatige basis persoonlijke betrekkingen en rechtstreeks contact met beide anders te onderhouden, tenzij dit in strijd is met het belang van het kind. "

Het moet duidelijk zijn dat het kind het recht heeft om een band met haar vader, in casu verzoeker, op te bouwen en te onderhouden. Het moet deze kans ook krijgen. Indien verzoeker zijn verblijfsrecht verliest en dient terug te keren naar Sri Lanka, zal hij de eerste levensjaren van zijn kind moeten missen en zal verzoeker een vreemde zijn voor zijn eigen kind.

België heeft, als staat die de IVRK heeft ondertekend, de plicht om te waarborgen dat een kind niet wordt gescheiden van zijn/haar ouders. Hier bestaat één uitzondering op: een scheiding is mogelijk als de bevoegde autoriteiten vinden dat dit noodzakelijk is in het belang van het kind. In casu is dit niet in het belang van het kind.

Bovendien sprak het Europees Hof zich reeds uit in een vergelijkbare zaak, nl: Case of Nunez v. Norway (Application no. 55597/09) - 28 June 2011

In dit arrest wordt het volgende vermeld:

[...]

Het EHRM heeft in haar rechtspraak bevestigd dat het belang van het minderjarig kind in overweging moet worden genomen bij de evenwichtsoefening die moet worden gemaakt wanneer een Overheid een beslissing moet nemen over een verblijfskwestie. Bij deze evenwichtsoefening dient men ook rekening te houden met de moeilijkheid dat een minderjarig kind zal/kan ervaren bij een terugkeer naar het land van herkomst van zijn ouder (EHRM 3 oktober 2014, JEUNESSE t. Nederland)

Het Hof oordeelde als volgt:

"Whilst alone they cannot be decisive, such interests certainly must be afforded significant weight. Accordingly, national decision-making bodies should, in principle, advert to and assess evidence in respect of the practicality, feasibility and proportionality of any removal of a non-national parent in order to give effective protection and sufficient weight to the best interests of the children directly involved by it."
(Eigen markering)

Het Hof wijst op artikel 3 IVRK dat stelt dat nationale instanties het belang van het kind als voornaamste overweging bij hun uitspraken moeten betrekken.

Ook artikel 24 Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie is noemenswaardig. Het bepaalt het volgende:

"1. Kinderen hebben recht op de bescherming en de zorg die nodig zijn voor hun welzijn. Zij mogen vrijelijk hun mening uiten. Aan hun mening in aangelegenheden die hen betreffen wordt passend belang gehecht in overeenstemming met hun leeftijd en rijpheid.

2. Bij alle handelingen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden verricht door overheidsinstanties of particuliere instellingen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging. 18.12.2000 Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen C 364/13 NL

3. Ieder kind heeft er recht op regelmatig persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn beide ouders te onderhouden, tenzij dit tegen zijn belangen indruist. "

(Eigen markering)

België erkent de directe werking van dit artikel waarbij de belangen van het kind een essentiële overweging moeten vormen. Zij interpreteert deze bepaling in het licht van artikel 3 IVRK, waardoor dit ook geldt voor beslissingen die onrechtstreeks kinderen raken. Hoe dan ook staat het vast dat het belang van het kind een essentiële overweging is die nauwkeurig dient te worden onderzocht met daarin begrepen een "fair-balance" toets met respect voor de mensenrechten.

Indien men van mening is dat het IVRK alsnog geen directe werking zou hebben, zijn de rechten van het kind ook opgenomen in de grondwet waardoor men op indirecte wijze hiermee alsnog kan rekening houden. Het belang van het kind wordt door alle instanties hoog in het vaandel gedragen, doch wanneer het er op aankomt, blijkt men dit naast zich neer te leggen om voor toch een negatieve beslissing te kunnen nemen, wat ook in casu gebeurd is.

Dat uit de bestreden motivering zeer duidelijk blijkt dat verwerende partij het zorgvuldigheidsbeginsel flagrant schendt door geen rekening te houden met de specifieke situatie van verzoeker.

Er wordt geen afweging gemaakt van de gevolgen die deze beslissing zou hebben voor verzoeker en zijn gezinsleven.

Dat dit dan ook een flagrante schending is van het zorgvuldigheidsbeginsel!

Dat de verwerende partij rekening diende te houden met de specifieke situatie van verzoeker.

II.4. Vierde middel: schending van artikel 3 van het EVRM

Artikel 3 van het EVRM omvat het volgende: *"niemand mag worden onderworpen aan foltering en noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen."*

Verzoeker heeft schrik dat hij slachtoffer zal worden van foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing in zijn land van herkomst of ernstige bedreiging van zijn leven of persoon.

Dat hij onmogelijk kan terugkeren naar Sri Lanka.

Als hij dient terug te keren naar Sri Lanka ondervindt hij problemen in de Sri Lankaanse maatschappij.

Het is duidelijk voor de Sri Lankaanse asielzoekers dat hun regering er alles aan doet om voor de buitenwereld duidelijk te maken dat zij terug op de democratische weg zijn en dit omdat zij uiteraard nood hebben aan internationale hulp, doch dit betekent nog niet dat de plaatselijke situatie verbeterd is. Dit wordt ook bevestigd door het COI-rapport:

"Discriminatie van de overheid en pesterijen van veiligheidsdiensten tegen Tamils en christelijke minderheden houdt volgens USDOS in 2017 aan.

...

De Politie gaat ook over tot het slaan en folteren (straffen) van verdachten van wie ze menen dat ze schuldig zijn.

...

Bovenstaande bevindingen worden in januari 2018 nog bevestigd in een rapport van de High Commissioner for Human Rights ("The use of torture remains a serious concern") en ook door het SEM-rapport uit 2019. Hierin wordt een VN-rapporteur over de mensenrechten geciteerd die stelt dat mensen die verdacht worden

van rechtstreekse of onrechtstreekse banden met de LTTE nog steeds het risico lopen om gearresteerd en gefolterd te worden.

...

In januari 2018 publiceert Human Rights Watch (HRW) een gedetailleerd rapport over de PTA. Daarin stelt HRW dat de PTA een significante bijdrage levert aan het voortbestaan van foltering in Sri Lanka.

... die gebeuren onder de PTA ook veel meer uit het zicht van de media... "

In het vorige COI over de veiligheidssituatie in Sri Lanka staat te lezen dat:

"... dat mensenrechtenschendingen door de veiligheidsdiensten op straffeloze wijze blijven plaatsvinden en dat er nog steeds "een roofzuchtig klimaat" heerst tegen Tamils. Tamils met oppervlakkige banden met de LTTE of LTTE-kaderleden met een laag profiel blijven een doelwit, samen met hun familieleden...

Tamils in het buitenland kunnen niet openlijk een interview geven aan een Tamil televisiestation ...of waar dan ook zonder het leven te riskeren van hun ouders in Sri Lanka.

... Met de ontvoeringen en folterpraktijken is het volgens het rapport onder meer de bedoeling om Tamils af te schrikken om campagne te voeren ... Ook zou het de bedoeling zijn om Tamils af te schrikken om te getuigen tegen de regering in toekomstige gerechtshoorden...

... Het rapport maakt ook gewag van racisme, vervolging, uitbuiting (het bekamen van losgeld) en zelfs een vorm van post-conflict etnische zuivering als achterliggende motieven voor de ontvoerings- en folterpraktijken. "

"Volgens ITJP, is de cultuur van straffeloosheid bij de veiligheidsdiensten virtueel dezelfde gebleven als onder de Rajapaksa-regering....

Ook de intimidatie van getuigen en familieleden van slachtoffers van het conflict is, volgens ITJP, onveranderd gebleven...."

Naar de buitenwereld toe lijkt Sri Lanka een veilig en vredig land, doch niets is minder waar.

Er heerst veel criminaliteit en geweld.

Als verzoeker dient terug te keren naar Sri Lanka ondervindt hij problemen in de Sri Lankaanse maatschappij.

Mahina Rajapaksa was van 2005 tot 2015 de zesde president van Sri Lanka. Hij verkreeg veel populariteit als president door zijn strijd tegen de Tamiltijgers en zorgde er in 2006 zelfs voor dat de organisatie zou worden opgenomen als terroristische organisatie op de lijst van de VN.

De strijd kende in 2009 min of meer een einde, maar er bleef altijd een gegronde vrees bestaan voor aanhangers van de LTTE om te worden opgepakt of te worden vervolgd.

Naar aanleiding van de bloedige strijd die door president Rajapaksa was gevoerd, besloot de Secretaris-Generaal van de VN een panelgroep aan te duiden die een rapport moest maken over eventuele begane misdaden tegen de menselijkheid en over schendingen van de mensenrechten.

Het rapport gaf een zeer gedetailleerde uiteenzetting van de gebeurtenissen en besloot dat het Sri Lankaans leger onder Rajapaksa zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige oorlogsmisdaden. Zo schoot het leger onder meer Tamilstrijders dood die zich wensten over te geven aan de Sri Lankaanse Overheid. Er werd verder vastgesteld dat het aantal burgerslachtoffers onnoemelijk hoog was en zij voornamelijk waren gedood in de laatste fase van de oorlog.

Het is duidelijk dat voormalig landsleider Rajapaksa geen probleem heeft met het voeren van gewelddadige en bloederige oorlogen.

President Rajapaksa verloor de presidentsverkiezingen uiteindelijk en verdween tijdelijk naar de achtergrond. Thans is Sri Lanka in een politieke crisis verzeild geraakt en om die reden werd de toenmalige president op 26.10.2018 als nieuwe premier van het land aangesteld! Het gevreesde regime keert op die manier terug.

Er bestaat een gegronde vrees voor sympathisanten, aanhangers en voormalige medestanders en volgelingen van de LTTE dat deze nieuwe eerste minister en voormalig president, de heer Rajapaksa, uit is op wraak! In verschillende kranten wordt reeds gespeculeerd over de angst die momenteel leeft onder de Tamils.

Zijn eerdere strijd tegen de Tamils was gewelddadig en bloederig en liet duizenden doden, gewonden en vermiste personen na. Hij verloor uiteindelijk zijn presidentschap en verkreeg geen meerderheid van de stemmen.

Zijn tegenstander heeft destijds Rajapaksa aangeduid als zijn rechterhand. Miljoenen Tamils verlieten reeds het land, doch er bleef nog een beperkte groep achter die nu represent staan voor 13% van de bevolking. Velen onder hen wensen zich niet uit te spreken over de actuele politieke crisis wegens de eventuele (ernstige) gevolgen die hieraan door de overheid zullen gekoppeld worden.

Uit krantenartikels bleek dat de bevolking een gegronde vrees had voor wraakacties in hoofde van de voormalige president. Deze laatste werd immers in 2015 verslagen als president door stemmen van de minderheid.

De Tamils hebben thans zelfs schrik dat hun gesprekken worden gecapteerd. Zij gebruiken daarom geëncrypteerde vormen van communicatie. Uit het COI-rapport blijkt dat deze vrees terecht is. Tamils worden gemonitord door de overheid. Hieruit kan men duidelijk afleiden dat er een gegronde angst onder de bevolking bestaat voor eventuele gewelddadige (en zelfs fatale) gevolgen. Het beleid is immers reeds gekend als gewelddadig en bloederig. Dertig jaar lang vochten de Tamils om te worden verslagen in 2009 door Rajapaksa.

Er werden tijdens de oorlog vele burgerslachtoffers gemaakt zodat het buiten kijf staat dat een voormalige Tamil een ernstig risico loopt om te worden gevisieerd door de huidige Overheid.

Nadien werd de heer Gotabhaya Rajapaksa, de broer van de toenmalige president, verkozen tot 9de president van Sri Lanka. Hij zette het 'vreesbewind' van zijn broer verder.

"Under Rajapaksa, self-censorship has returned to the Sri Lankan media, while security forces have carried out intense surveillance and harassment against victims' families and activists campaigning to learn what happened to the thousands missing. One activist described the fear the new president has generated: "Any activity he does not want to tolerate, he will arrest people. So very little is going on among activists, and people are in self-censorship mode. "

De VN had zich meermaals ook uitgesproken over het bewind en de achteruitgang van de mensenrechten-situatie in Sri Lanka:

"In her report released on January 27, 2021, High Commissioner for Human Rights Michelle Bachelet said she was "alarmed" by Sri Lanka's deteriorating human rights situation and set out steps that the Human Rights Council should take to confront the growing risk of future violations. Since the government of President Gotabaya Rajapaksa has withdrawn its support for the 2015 consensus resolution seeking justice and reconciliation, and shown general disregard for upholding basic human rights, the council should act to protect those most at risk and advance accountability for grave international crimes, Human Rights Watch said."

Ook belangenbehartiger Mario Arulthas (*Advocacy Director of People for Equality and Relief in Lanka*) bevestigde dat de Tamils een 'target' zijn voor de nieuwe eerste minister. Hij zei hierover het volgende: *"A targeted campaign of harassment, intimidation and killings of Tamil activists for political reasons remains the fear amongst Tamils. The repercussions of such violence would be unthinkable"*

Er waren verschillende rellen uitgebroken in Sri Lanka waardoor de situatie alles behalve veilig is. Er is tevens vanuit verschillende landen een negatief reisadvies m.b.t. Sri Lanka.

Uiteraard weet verzoeker dat dit van toepassing is op toeristen, doch het is een goede weerspiegeling over de situatie zoals deze nu op dit moment is in zijn land van herkomst.

Tenslotte is men er van op de hoogte dat de president van Sri Lanka, die bovendien afgetreden is, Tamils helemaal niet gunstig gezind was. Er wordt ook gesteld dat deze wijziging in de grondwet gevolgen zal hebben voor de minderheidsgroepen, m.n. Tamils. LTTE wordt, ook in België, nog steeds aanzien als een terroristische groepering, waardoor aanhangers zwaar gestraft zullen worden. Ook andere Europese landen, alsook Amnesty International en Human Rights Watch kaarten aan dat de situatie in Sri Lanka van naderbij bekeken dient te worden.

Het CGVS maakte hiervan ook melding in zijn beslissingen en stelde ook dat de grondwetswijziging negatieve gevolgen kon hebben, doch men ging deze gevolgen niet na.

Men verwijst verder naar de presidentsverkiezing van november 2019, doch men onderzoekt niets i.v.m. de wijziging. Dit kan echter grote gevolgen hebben voor de minderheidsgroepen, waaronder de Tamils. Men kan dit niet naast zich neerleggen.

Ondertussen werd door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen tevens een dossier opnieuw overgemaakt aan het CGVS wegens verder onderzoek naar de algehele situatie in Sri Lanka (RvV 275 759). De situatie is

geëscaleerd sinds de laatste verkiezingen (ontslag van de ministers en President, slechte financiële situatie, ...).

Uit het recente COI-rapport wordt dit nog steeds niet opgenomen. De informatie die hierin werd opgenomen, dateert voor de overgrote meerderheid van voor 2020. Er is slechts zeer weinig informatie opgenomen van de nieuwe politieke situatie. Het aftreden van de president en de gevolgen hiervan werden zelfs niet opgenomen in het COI. Dit heeft nochtans een grote impact op de veiligheid in Sri Lanka.

Er moet rekening gehouden worden met deze grondwetswijziging dewelke problemen kan veroorzaken voor de minderheidsgroepen. Nochtans hebben verschillende organisaties en Europese landen bij de VN-veiligheidsraad een vraag ingediend om dit verder te onderzoeken.

Sri Lanka lijdt (onder) de grootste economische crisis van de laatste 70 jaar. Zij staan op de rand van het faillissement. Omwille van deze economische crisis hebben de ministers en president reeds hun ontslag aangeboden. Door deze economische crisis zijn er verschillende rellen uitgebroken. Het UN human rights chief heeft dit geweld ook reeds veroordeeld en zal deze situatie opvolgen.

Deze schade vloeit wel degelijk voort uit gedragingen van derden en treft de volledige Sri Lankaanse bevolking. Een groot deel van de bevolking leeft momenteel onder de armoedegrens en dit aantal zal nog verbogen in de volgende maanden. Er is niet enkel de enorme inflatie waar rekening mee gehouden moet worden, ook de brandstofprijzen schieten de pan uit.

Nochtans is dit tevens een belangrijk element in het dossier van Sri Lanka. Een onmenselijke of vernederende behandeling is een behandeling die in strijd is met artikel 3 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (EVRM).

Dat er een zeer gegronde vrees bestaat dat verzoeker blootgesteld zal worden aan onmenselijke behandelingen of straffen en dat dit absoluut in strijd is met artikel 3 EVRM.

Dat hij dan ook onder de bescherming valt van artikel 3 EVRM en dit voor verzoeker een buitengewone omstandigheid uitmaakt.

Verzoeker heeft immers in België een onderkomen en vast werk, van zodra zijn verblijfsdocumenten dit toelaten. Indien verzoeker dient terug te keren, zal verzoeker in de armoede terecht komen gezien hij daar niet kan terugvallen op personen die voor hem kunnen zorgen.

Het mag duidelijk zijn dat verzoeker nergens meer terecht kan in zijn land van herkomst en dat een eventuele terugkeer een schending zou uitmaken van artikel 3 EVRM.

Dat zijn situatie grondig onderzocht dient te worden.

Ten eerste is het in de praktijk mogelijk dat individuen in de onmogelijkheid verkeren om bijvoorbeeld accommodatie te vinden ».

3. Discussion

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil constate qu'il est irrecevable en ce qu'il est pris « de la violation du principe de bonne administration », dès lors que le requérant ne précise pas de quel principe de bonne administration il entend se prévaloir (cf. C.E., arrêt n° 111.075 du 7 octobre 2002). Le Conseil rappelle en effet que le principe général de bonne administration n'a pas de contenu précis et ne peut donc, à défaut d'indication plus circonscrite, fonder l'annulation d'un acte administratif (cf. C.E., arrêt n° 188.251 du 27 novembre 2008).

Pour le surplus, le Conseil observe que loin de critiquer le motif principal de l'acte querellé, le requérant le confirme en précisant qu'il était difficile pour sa partenaire de rechercher un emploi en raison de sa grossesse et reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération ladite grossesse, son souhait de retravailler après son accouchement, qu'il est bien intégré en Belgique et qu'il est désireux de participer aux charges du ménage, soit autant d'informations qui n'ont pas été communiquées à la partie défenderesse avant la prise de l'acte attaqué et qu'elle ne pouvait par conséquent qu'ignorer.

Quant au fait que le requérant a lui-même un emploi et des revenus, il n'est pas de nature à énerver le constat posé par la partie défenderesse.

Il s'ensuit que le premier moyen n'est pas fondé.

3.2. Sur le deuxième moyen, le Conseil observe que la partie défenderesse s'est prononcée sur la situation du requérant au regard de l'article 8 de la CEDH et rappelle que le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par cette disposition peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article.

La loi du 15 décembre 1980 étant une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa, il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la Convention précitée. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la Convention ne s'oppose donc pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire et que, partant, ils prennent des mesures d'éloignement à l'égard de ceux qui ne satisfont pas à ces conditions. En l'espèce, le Conseil constate que la partie défenderesse a pris une décision de retrait de séjour à l'encontre du requérant pour un motif prévu par la loi et devant être considéré comme établi à défaut d'être utilement contesté et que les conséquences potentielles de la décision entreprise sur la situation et les droits du requérant relèvent d'une carence de ce dernier à satisfaire à une exigence légale spécifique au droit qu'il revendique et non de la décision qui se borne à constater ladite carence et à en tirer les conséquences en droit.

En tout état de cause, le Conseil constate encore que la décision querellée n'est pas assortie d'un ordre de quitter le territoire de sorte que le requérant peut poursuivre sa vie privée et familiale en Belgique et qu'il ne peut ainsi être question d'une violation de l'article 8 de la CEDH.

3.3. Sur le troisième moyen, le Conseil rappelle que les articles de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, auxquels le requérant renvoie de manière très générale, n'ont pas de caractère directement applicable et n'ont donc pas l'aptitude à conférer par eux-mêmes des droits aux particuliers dont ces derniers pourraient se prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles, sans qu'aucune mesure interne complémentaire soit nécessaire à cette fin, et qu'ils ne peuvent être directement invoqués devant les juridictions nationales puisque ne créant d'obligations qu'à charge des Etats parties.

La décision litigieuse n'étant pas assortie d'un ordre de quitter le territoire, le requérant n'a par ailleurs aucun intérêt à ses griefs, son enfant n'étant de surcroît pas à la cause.

Le troisième moyen ne peut davantage être retenu.

3.4. Sur le quatrième moyen, le Conseil observe que le requérant n'a aucun intérêt à son argumentaire dès lors que la décision querellée n'est pas assortie d'un ordre de quitter le territoire et ne lui enjoint nullement de retourner dans son pays d'origine.

3.5. Au regard de ce qui précède, il appert qu'aucun des moyens ne peut être retenu.

4. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge du requérant.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre mai deux mille vingt-quatre par :
V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT